

Forum des 100 an II

LES EMPLOIS DE DEMAIN La manifestation organisée par «L'Hebdo» a réuni 600 personnalités à l'Université de Lausanne. Temps forts de cette journée: le discours de l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, les débats sur la réindustrialisation de la Suisse, l'interaction entre le tourisme et la culture, le plaidoyer de Bertrand Piccard pour une Suisse s'impliquant dans le développement des énergies renouvelables.



DOMINIQUE ARLETTAZ Le recteur désigné de l'Université de Lausanne souhaite la bienvenue au Forum des 100.



GUEST STAR Alain Jeannet, rédacteur en chef de L'Hebdo, accueille Gerhard Schröder.



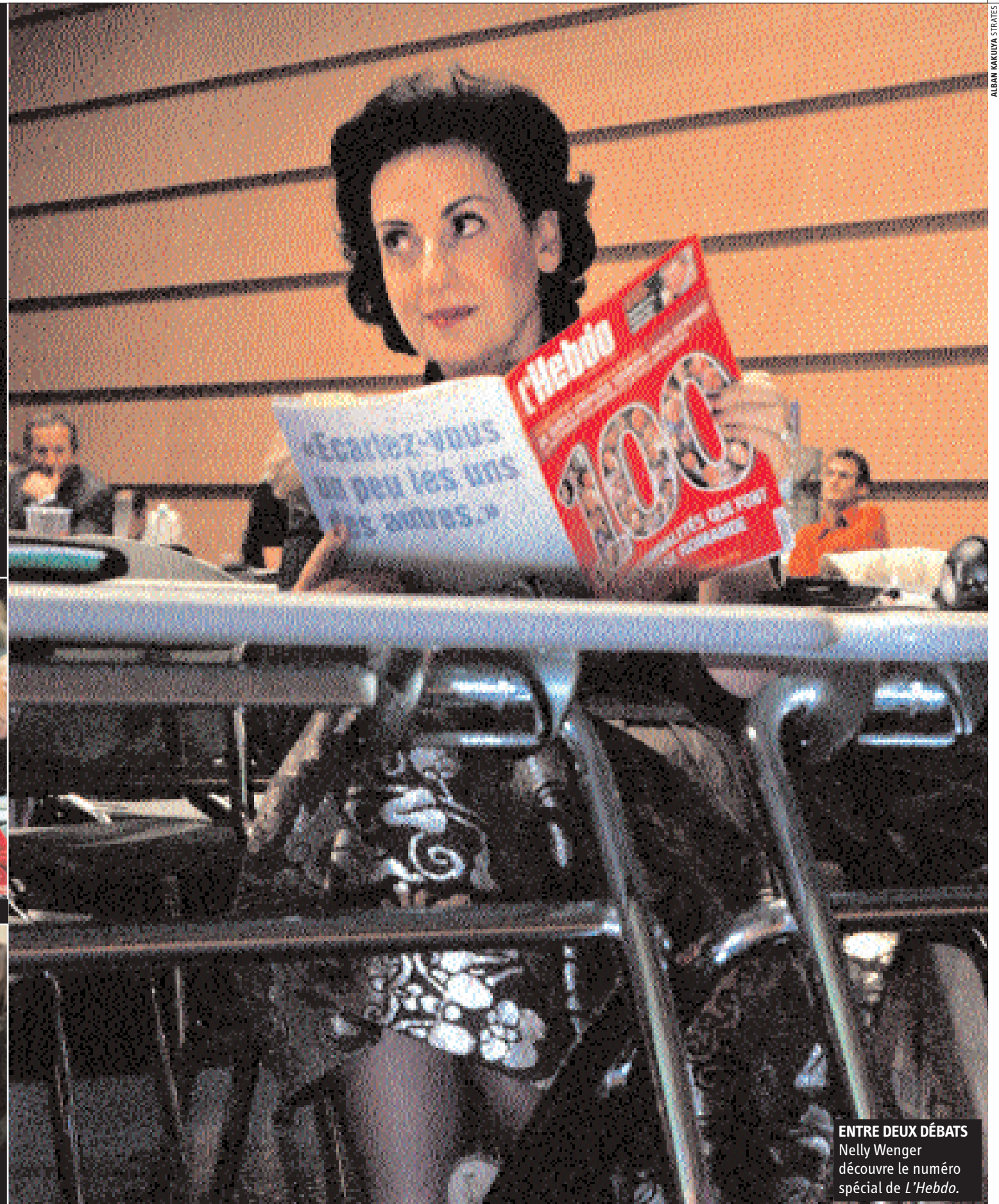
600 PERSONNES À L'AMPHIMAX Au premier rang, Bertrand Piccard, Jean-Daniel Gerber et Marie-Hélène Miauton.



RÉINDUSTRIALISER LA SUISSE Nelly Wenger (Nestlé), Carlos Dias (Roger Dubuis), Jean-Paul Clozel (Actelion), Laurent Miéville (UNITEC), Jean-Daniel Gerber (seco) confrontent leurs points de vue.



DAVID RIMER Un des îlots de dialogue animé par un des premiers investisseurs à avoir parié sur Skype.



ENTRE DEUX DÉBATS Nelly Wenger découvre le numéro spécial de L'Hebdo.

Gerhard Schröder répond aux invités du Forum des 100

DÉBAT Sa nouvelle vie, ses convictions sur l'Europe, ses opinions sur le nucléaire ou la Suisse...

A Lausanne, l'ancien chancelier s'est longuement entretenu avec le rédacteur en chef de «L'Hebdo» et le public.

La vie d'un chancelier de la République fédérale d'Allemagne ne s'arrête pas le jour où il quitte ses fonctions, Gerhard Schröder entend le rappeler avec vigueur. Depuis les élections de septembre 2005, cet homme hyperactif n'a pas pris sa retraite. Il préside aujourd'hui le conseil de surveillance de la société North European Gas Pipeline, joint-venture contrôlée par le groupe russe Gazprom, qui doit construire un gazoduc reliant la Russie et l'Allemagne en passant sous la mer Baltique. La banque Rothschild l'a également recruté comme consultant pour le développement de ses activités à l'Est. Enfin, depuis le 1^{er} janvier, il est le conseiller du groupe de presse Ringier qui édite *L'Hebdo*. Malgré un agenda que l'on imagine chargé, Gerhard Schröder a trouvé le temps de passer par le Forum des 100 où il s'est livré à un vif plaidoyer en faveur de la construction européenne et de sa vocation de paix.

Son exposé s'est révélé d'une tonalité plutôt optimiste, malgré le non de la France et des Pays-Bas au projet de Constitution européenne. «L'Europe peut et doit devenir la région la plus compétitive au monde, a lancé Gerhard Schröder. En Amérique latine, en Afrique, en Asie, partout on se demande s'il faut parvenir à des regroupements régionaux comme l'Union européenne qui est allée le plus loin dans ce sens.» Cela suppose que l'UE n'oublie pas sa raison d'être, le socle historique et toujours essentiel sur lequel elle s'est construite: «Il faut expliquer aux Européens que l'élargissement intéresse leurs enfants et leurs petits-enfants, pour qu'ils puissent eux aussi vivre dans la paix et la sécurité.»

Sous cet angle, l'enjeu de la Turquie apparaît fondamental. Son intégration à l'UE, estime Gerhard Schröder, serait l'occasion de réaliser «une synthèse entre l'islam non fondamentaliste et l'esprit des

Lumières. Cela montrerait au monde entier que l'on peut dépasser le conflit entre civilisations.» Même souci à l'égard de la Russie: «Il n'y aura pas de sécurité durable si l'UE n'arrive pas à établir une relation stable avec elle. La Russie n'est pas seulement un grand marché, mais une nation qui se sent partie prenante de l'Europe.»

Après quoi l'ancien chancelier a souligné le rôle que peut jouer l'UE dans les crises contemporaines. Qu'il s'agisse des tensions avec l'Iran: «C'est la tâche européenne par excellence. Les Etats-Unis doivent comprendre que la récente lettre du président iranien n'est pas importante par son contenu, mais parce qu'elle a été écrite après 27 ans de silence. Sur cette question, un rôle d'intermédiaire incombe aux Européens.» Ou qu'il s'agisse du conflit israélo-palestinien compliqué par la victoire électorale du Hamas: «On arrivera à une solution que si l'on discute avec ceux qui sont au pouvoir, qu'ils nous plaisent ou non. Quand j'étais aux jeunes du SPD, nous avons essayé de nouer des relations avec Yasser Arafat. Mais le parti nous l'a interdit parce qu'il était alors considéré comme un terroriste. Quelques années plus tard, Yasser Arafat a reçu le prix Nobel de la paix...»

Gerhard Schröder au Forum des 100, c'était aussi l'occasion de mesurer l'énergie et le charisme du grand politique. Au terme de son exposé, l'ancien chancelier a longuement répondu, avec verve et humour, aux questions du rédacteur en chef de *L'Hebdo* et de l'assistance. Voici le fruit de cette interview collective.

Alain Jeannot, rédacteur en chef de L'Hebdo. Monsieur Schröder, vous avez été chancelier de 1998 à 2005. Au cours de cette période, la situation du monde s'est-elle améliorée ou a-t-elle empiré?

Il m'est difficile de vous répondre par oui ou par non. D'un côté, l'économie

CAMPUS DE DORIGNY

A l'auditoire Amphimax de l'Université de Lausanne, devant 600 personnes, Gerhard Schröder s'est livré à un vif plaidoyer en faveur de la construction européenne et de sa vocation de paix.





UNIL Arrivée de l'ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne en compagnie de l'éditeur Michael Ringier.

mondiale ne va pas si mal. Dans les pays industrialisés, le bien-être du plus grand nombre se maintient. Et je crois que nous avons avancé sur la question européenne. D'abord en faisant aboutir le processus d'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux Etats membres. Ensuite en poursuivant les négociations d'adhésion avec la Turquie. Il est vrai que nous ne connaissons pas une situation totalement pacifique dans les Balkans, mais nous avons pu éviter des tensions nouvelles. De manière générale, en Europe, je crois que les choses se sont mieux passées que ce à quoi l'on pouvait s'attendre. Au Proche-Orient ou en Afrique, en revanche, le tableau est plus contrasté. Si certains pays ont avancé, d'autres se sont disloqués avec de très graves conséquences sur la société. Je pense notamment au Congo et au Soudan avec le conflit du Darfour. Le tableau présente donc à la fois des aspects sombres et d'autres qui sont plus lumineux.

Alain Jeannot. *On s'est parfois étonné de la rapidité avec laquelle vous avez embrasé une nouvelle vie après avoir quitté vos fonctions de chancelier...*

Normalement, ce sont des questions sur lesquelles on ne s'exprime pas volontiers en public. Mais, comme nous sommes entre nous, je vais vous répondre... (Rires.) Dans les pays occidentaux, on se représente un ancien chef d'Etat ou de gouvernement comme quelqu'un qui, s'il n'est pas à la fin de sa vie, se trouve au moins au bout de sa carrière professionnelle, sans avoir rien d'autre à faire qu'écrire ses Mémoires. Pour ma part, je me suis toujours dit qu'on est politicien pour une période déterminée de sa vie, et qu'on devrait donc garder une autre profession. A 62 ans, je ne voulais pas tomber au fond d'un trou où je n'aurais plus qu'à chercher la consolation de ma famille ou de mes amis. Alors je me suis dit: «Non, tu vas faire les choses autrement et reprendre ton métier d'avocat.» Je sais que cela a suscité des critiques en Allemagne. Mais je n'ai fait que me montrer conséquent avec cette idée selon laquelle on doit pouvoir exercer des activités après des responsabilités politiques qui sont limitées dans le temps. Et la rapidité avec laquelle je l'ai fait ne me paraît pas condamnable.

Alain Jeannot. *Quelles règles un ancien chancelier doit-il alors s'appliquer à lui-même?*

C'est très simple: vous ne pouvez faire que des choses qui sont absolument légales! (Rires.) En Allemagne, on a critiqué le fait que je suis payé pour mes activités professionnelles. C'est pourtant l'un des principes de base de l'économie de marché... Les mêmes qui se sont appliqués à ruiner ma réputation politique tout au long de ma carrière semblent aujourd'hui se faire du souci pour moi en affirmant que les entreprises pour lesquelles je travaille auraient mauvaise réputation... Est-ce vraiment crédible? Quoi qu'il en soit, je ne vois rien de déshonorant à conseiller un grand éditeur suisse. Et il ne me paraît pas non plus critiquable de présider le conseil de surveillance d'une entreprise qui constitue, pour l'énergie, un des liens les plus importants entre la Russie et l'Allemagne. Si nous voulons que la Russie entre à l'OMC, il doit être aussi normal de traiter avec elle qu'avec d'autres pays.

Philippe Le Bé, journaliste au magazine Bilan. *Que pourrait apporter la Suisse à l'Union européenne si elle en faisait partie?*

Premièrement sa culture. Deuxièmement sa force économique. Troisièmement son savoir-faire démocratique. En entrant dans l'Union européenne, la Suisse lui ferait en tout cas un grand cadeau. Ces dernières années, la Suisse a négocié quinze dossiers avec l'Union européenne. Elle se trouve aujourd'hui dans une situation où, à quelques exceptions près, elle doit appliquer les règles édictées par l'Union, mais sans participer aux discussions avec ses membres. Cette situation doit-elle durer ou non? C'est à la Suisse d'en décider. Là-dessus, je ne crois pas que les conseils d'un ancien chancelier allemand seraient vraiment appropriés.

Jean-Frédéric Jauslin, directeur de l'Office fédéral de la culture. *N'avez-vous pas l'impression que l'Europe a sous-estimé le problème posé par la diversité de ses cultures et de ses mentalités? Une plus grande cohérence serait-elle souhaitable?*

Cette diversité culturelle, qui est très belle, est au contraire une des forces de l'Europe. Nous connaissons des batailles culturelles, mais ce ne sont pas des guerres. Dans ce domaine, je crois qu'il faut se méfier des aspirations à la cohérence. Nous avons besoin de règles communes dans le domaine économique ou en matière de fiscalité, mais certainement pas pour la culture. Cela dit, comprenez-moi bien: je ne suis pas en train de vous faire un plaidoyer pour l'usage du suisse allemand! (Rires.)

Marie-Hélène Miauton, directrice de M.I.S. Trend. *Le sondage que nous venons de faire pour le Forum des 100 montre que l'idée européenne n'a fait que régresser en Suisse au cours de ces dix dernières années. Qu'est-ce que l'Europe a bien pu faire pour ne pas convaincre les Suisses?*

Je ne sais pas. Et, très sincèrement, je ne saurais vous dire comment on doit faire pour convaincre les Suisses! (Rires.) Plus sérieusement, je ne crois pas qu'il faille partir du postulat selon lequel ce scepticisme serait plus grand en Suisse que dans les pays membres de l'Union européenne. Je crois que la Commission européenne s'est mêlée de trop de choses qui auraient pu être résolues au niveau national. Le principe de subsidiarité, selon lequel les problèmes doivent être réglés au niveau où ils touchent les personnes, a été transgressé trop souvent. Les gens sont éternellement par de telles ingérences dans

leur vie quotidienne et cela doit changer. Mais nous devons aussi rappeler constamment les arguments qui plaident en faveur de la construction européenne. En particulier les arguments qui concernent la paix. Leur signification est à ce point essentielle que nous n'avons pas le droit de capituler.

Isabelle Ott-Baechler, présidente du Conseil synodal de l'Eglise réformée du canton de Neuchâtel. *L'Allemagne abrite une très forte communauté musulmane. Qu'est-ce qui a été fait pour son intégration?*

A gauche comme à droite, il faut dire clairement que nous n'en avons pas fait assez. A droite parce qu'on y cultive encore l'illusion selon laquelle l'Allemagne ne serait pas un pays d'immigration. Et à gauche parce que nous avons trop longtemps suivi un idéal de société multiculturelle, sans comprendre que le plus important était de s'occuper de l'intégration par l'apprentissage de la langue. Nous pensions qu'il fallait renoncer à exercer une pression, et c'était faux. Mais cela a été corrigé par une loi dont j'ai été un des initiateurs. Désormais, il existe non seulement une pression, mais aussi un encouragement à apprendre la langue allemande et nous dépensons plus de 250 millions d'euros chaque année pour que les immigrés puissent le faire. Aucun autre pays n'en fait autant. Les choses

avancent donc peut-être un peu trop lentement à mon goût, mais j'ai le sentiment que le nouveau gouvernement entend prolonger cet élan nouveau dans la politique d'immigration.

Alain Jeannot. *En 2000, votre gouvernement s'est engagé à sortir du nucléaire. Ce pari reste-t-il aujourd'hui tenable?*

J'ai moi-même signé ce contrat avec l'industrie du nucléaire pour une renonciation progressive sur vingt ans et je pense qu'il est raisonnable. Ce n'est pas une question idéologique. Je crois que les pays industrialisés, parce qu'ils disposent des meilleures connaissances technologiques et du plus grand capital disponible, ont le devoir de mettre toutes leurs forces sur les énergies renouvelables. En Allemagne, il y a aujourd'hui un débat pour savoir si ce délai pourrait être repoussé. Si cela devait se faire, on allégerait la pression sur les fournisseurs d'électricité pour stimuler leur conversion. Ce serait une faute, j'en suis intimement convaincu. Quand je vois les grandes compagnies pétrolières vanter tout ce qu'elles font de bien dans ce domaine des énergies renouvelables, je sais que c'est le résultat d'une pression publique. Ce processus, je voudrais le consolider et non l'affaiblir.

Jacques Pilet, membre de la direction du groupe Ringier. *On sent dans beaucoup de pays un regain de nationalisme. En Europe de l'Est, mais aussi à l'Ouest, au Danemark ou aux Pays-Bas, par exemple. Où conduit ce phénomène?*

Je peux vous répondre d'un mot, cela conduit à l'égarement. Je pense que l'identité nationale peut et doit être essentiellement basée sur l'identité culturelle. Lorsqu'on sait d'où l'on vient et quelles sont ses racines culturelles, on nourrit une confiance en soi qui permet de comprendre et de respecter d'autres cultures. Etre fier de sa culture ou des performances économiques de son pays n'empêche pas d'être un bon Européen. Pour ma part, j'aime vivre en Allemagne et je n'en fais pas un secret. Comme Allemand, je peux être un bon Européen. Et comme Européen, je peux être un bon Allemand. Le vrai danger, c'est lorsqu'on utilise ces identités nationales pour affirmer une quelconque forme de supériorité.

PROPOS RETRANSCRITS PAR
MICHEL AUDÉTAT
ET TITUS PLATTNER.



«En entrant dans l'Union européenne, la Suisse lui ferait un grand cadeau.»